

Soufian AGUISOUL

Chercheur en Sciences Politiques (Université Hassan 1^{er} de Settat, Maroc)

Le Sahel africain dans la filière terroriste

« L'Afrique a été et restera pour l'avenir prévisible un continent mûr pour des actes terroristes ».

Mills. G., « *Africa's new strategic significance* », in Washington Quarterly, volume 22, n°4, autumn, 2004, p.166.

La région du Sahel africain a, depuis longtemps, constitué une zone de trafics intenses en tous genres : immigration clandestine, drogues, produits industriels, hydrocarbures, véhicules, chameaux, arme. Aujourd'hui encore, cette «ceinture aride» située entre le désert du Sahara, au Nord, et les régions tropicales, au Sud, et s'étendant de l'Atlantique à la Mer Rouge, est qualifiée, à juste titre, de «ventre mou» de l'Afrique.

Une zone de non-droit, un «no man's land instable», très difficilement contrôlable en raison de son immensité, plus de 5 millions de km², et de son relief. Et c'est probablement la complicité des tribus touaregs et leur «mouvance» qui compliquent davantage la tâche des chasseurs de marchands d'armes.

La situation actuelle est toujours préoccupante, la menace terroriste véhiculée par les réseaux affiliés à Al Qaida, n'a pas décréue. Elle s'est diversifiée. Ces réseaux qui se trouvent, de plus en plus, en blocus dans la zone pakistano-afghane et dans la corne de l'Afrique, vont rechercher d'autres «terres de Djihad», notamment dans la région du Sahel africain.

1. Le Sahel africain et le terrorisme : les facteurs de l'extension de la violence

De point de vue géopolitique, «*l'Afrique a été et restera pour l'avenir prévisible un continent mûr pour des actes terroristes*» (1). Plus que partout ailleurs, le terrorisme semble pouvoir profiter en Afrique de conditions d'expansion favorables qui sont comparables, dans leur nature, à celles qui ont prévalu à l'installation des groupes terroristes en Asie (2). En effet, «*l'Afrique se caractérise par des Etats défaillants, voire en faillite, des frontières poreuses, une pauvreté largement répandue, des frustrations politiques, une répression du pouvoir central, un radicalisme religieux, un marché « gris » des armes légères, ainsi qu'une corruption endémique. La défaillance des Etats et corruption de la classe politique ont fait du continent une cible facile pour toutes sortes de groupes terroristes*» (3). Les organisations terroristes sont particulièrement attirées par les Etats défaillants où dans le Sahel deviennent des «sanctuaires» pour ces organisations, qui trouvent alors des terrains fertiles «*font le lit du terrorisme*» (4).

- **Etats défaillants et terrorisme :**

Généralement, la faillite étatique est estimée par rapport à l'étalon de mesure de l'Etat moderne occidental, soit à l'idéal de l'Etat-nation territorial centralisé. Sa définition est élastique : elle peut être *minimaliste*, c'est-à-dire exiger de l'Etat qu'il monopolise l'exercice de la violence à l'intérieur de ses frontières, ou *maximaliste* : l'Etat pour n'être ni faible ni défaillant doit alors avoir les *capacités* et la *volonté* d'assurer les besoins minimaux de sa population en terme de sécurité, de représentation (démocratie, respect des droits et libertés, etc.) et de bien-être (besoins alimentaires, de santé, d'éducation, etc.).

Une telle définition sous-entend que tout Etat est plus ou moins défaillant : par exemple, l'OCDE inclut dans la catégorie des Etats fragiles «*des pays où font défaut la volonté politique et/ou la capacité d'élaborer et de mettre en oeuvre des politiques axées sur les pauvres*» (5).

L'État effondré est plus exceptionnel et plus facilement identifiable, car résultant d'un conflit civil. Il se caractérise par un dysfonctionnement complet des structures étatiques, perceptible par une désorganisation politique complète du pays.

Par contre, les formules d'«État défaillant» (6) et d'«État faible» sont plus complexes à déterminer : pour simplifier, ces types d'États peuvent être situés dans un *continuum* allant d'État fort à État effondré, selon le degré de dégénérescence des institutions politiques (7).

Un État faible serait, en l'occurrence, un État susceptible de sombrer dans la défaillance si un choc extérieur ou intérieur survenait.

- *Quel lien avec le terrorisme ?* :

Dans ce contexte de «chaos conceptuel», il devient extrêmement compliqué de vérifier s'il existe bel et bien une relation entre terrorisme et faillite étatique. Selon certaines lectures, pour mettre un terme à ce «chaos», il faut avant tout déterminer quelle carence particulière de ces États favoriserait le terrorisme.

Les catégories généralement employées sont manifestement beaucoup trop larges pour repérer les menaces potentielles à la sécurité nationale et internationale : l'index 2007 des États défaillants (8) estime que 20 pays sont en ce moment dans une situation «critique» (le Soudan, l'Iraq, la Somalie, le Zimbabwe, le Tchad occupent les cinq premières positions peu enviables de ce palmarès), alors qu'au moins 20 autres sont jugés «en danger», y compris les États du Sahel africain.

Manifestement, tous ces États ne sont pas des viviers de groupes terroristes : la faillite étatique ne serait donc pas une condition suffisante (9).

Quelles pourraient être les variables intervenantes ? Les États dysfonctionnels laissent leurs populations dans le dénuement et la violence quotidienne : les zones de faible gouvernance recoupent ainsi généralement les zones de pauvreté extrême, qui est tenue pour favorable à l'éclosion de groupes terroristes.

La corrélation directe entre le degré de pauvreté et l'éclosion du terrorisme n'ayant pas été démontrée, il faut identifier les autres conditions favorables (10). Ainsi, contrairement à ce qui a été suggéré, les États effondrés ne constituent pas les milieux idéaux : la Somalie, qui aurait théoriquement dû offrir l'environnement optimal pour les groupes terroristes, ne porte d'ailleurs pas de traces d'activité terroriste intensive, preuve qu'elle n'offrait pas un terrain aussi favorable qu'attendu (11). Quels seraient alors les environnements politiques idéaux : les États forts comportant certaines déficiences ? Les États faibles ? Les États défaillants ? Les zones grises, angles morts d'États autrement fonctionnels ?

A priori, la relation de causalité directe n'aide pas à comprendre le rôle des États défaillants dans l'émergence de la menace terroriste : l'hypothèse alternative suggère, quant à elle, un rôle fonctionnel dans son renforcement (12). Les groupes terroristes profiteraient de ces espaces «non policés» et faiblement gouvernés pour organiser leurs activités, comme il a été démontré dans le cas de l'Afghanistan des talibans.

2. Les activités terroristes dans le Sahel africain

Le volontarisme politique africain contre le terrorisme n'a pas empêché *«les réseaux terroristes à trouver en Afrique une zone de repli idéale, d'autant qu'aucune politique organisée visant à abattre le terrorisme n'a véritablement été mise en place»* (13). Cette défaillance se vérifie graduellement dans la région du Sahel.

Précisément, *«depuis 2002, la présence de djihadistes internationaux s'est accrue au Sahel, Al-Qaeda cherchant à y créer une zone refuge pour ses cadres et ses militants forcés de s'expatrier suite à la guerre au terrorisme déclenchée par les Américains. En effet, Al-Qaeda, chassé d'Afghanistan, n'étant plus parfaitement en sécurité au Pakistan, cherche des havres sûrs pour y installer des facilités logistiques permettant d'abriter et d'entraîner ses activistes afin de les renvoyer au combat contre les «apostats et les mécréants» »*(14).

C'est pour toutes ces raisons qu'Al-Qaeda va rechercher d'autres points d'opération, particulièrement en Afrique d'ouest (15). En fait, la région sahélienne présente un ensemble d'avantages qui minimisent relativement les inconvénients pour les plans d'Al-Qaeda.

Les inconvénients peuvent se résumer dans *«le climat est extrêmement rude ; les populations locales – koulak, ifora, touareg ou peule – se montrent en général réservées vis-à-vis de l'extrémisme religieux, préférant les solidarités ethniques et claniques ; en effet, l'idéologie salafiste a peu de prise sur l'islam soufiste et traditionaliste pratiqué au Sahel»* (16).

Par contre, les avantages se regroupent dans le fait que *«la zone est immense, les possibilités de caches importantes, elle est peu peuplée, les frontières sont interminables et imperceptibles, les trafics omniprésents permettent de se ravitailler relativement aisément»* (17).

- **Al-Qaïda au Maghreb Islamique (AQMI) :**

Pratiquement, l'action d'Al-Qaeda s'est basée essentiellement sur le Groupe Salafiste pour la Prédication et le Combat (GSPC) (18). *«De 1999 à 2000, des écoutes téléphoniques (des renseignements américains) ont révélé que des liens personnels existaient entre le chef (19) « historique » du GSPC et Ussama Ben Laden»* (20).

Depuis sa création, ce groupe a mis ses réseaux européens à la disposition de la nébuleuse Al-Qaeda. En échange, *«le GSPC reçoit des financements pour poursuivre la lutte en Algérie»* (21). En 2000, Ben Laden a jugé que le GSPC était le seul mouvement islamique assez structuré pour aider ses djihadistes internationaux dans la région du Sahel (22).

Le GSPC était organisé *«sur un type militaire. Les militants sont répartis en "sections" fortes d'une petite dizaine de combattants. Au-dessus se trouve la "phalange" composée de 3 à 4 sections puis la "compagnie". Comme précédemment le GIA, le GSPC a divisé le pays en "régions" dirigées par des émirs»* (23).

Au Mali, le GSPC recevait *«l'aide de la secte Dawa qui y est très influente parmi la population qui est de religion musulmane à plus de 90%»* (24). Il entretient une longue tradition de contrebande qui lui permet de faire vivre correctement ses fidèles, surtout en collaboration avec le groupe de Mokhtar Belmokhtar (25).

Au cours de l'hiver 2001-2002, *«MBM a reçu la visite du Yéménite Imad Abdelwalid Ahmed Alwan, un coordinateur d'Al-Qaeda. Ce dernier, arrivé en Algérie en mars 2001 a visité la région sahélienne en mission d'exploration puis est remonté dans la willaya de Batna»* (26).

En 2007, le GSPC change de nom et devient Al-Qaeda aux Pays du Maghreb Islamique (AQMI) (27). En effet, *«étrillé en Algérie, AQMI peut très bien se refaire une légitimité en déclenchant des actions terroristes spectaculaires à l'étranger, et plus particulièrement en Europe et dans les autres pays du Maghreb »*(28). Le Sahel forme sa 9^{ème} région. Cette entité militaire a par la suite été rebaptisée l'«Emirat du Sahara» (29). Selon les directives d'internationalisation de la guerre sainte prônée par Oussama Ben Laden, cet «Emirat» déborde désormais très largement sur les pays voisins : Mali, Niger, Nigeria, Libye, Mauritanie et Tchad (30). Les combattants étrangers qui ont rejoint le GSPC (des libyens, tunisiens, maliens, marocains et des mauritaniens) seraient très déçus par la tournure que prennent les événements (31).

Cependant, *«les jeunes recrues attirées par l'appellation même d'Al-Qaeda au Maghreb Islamique qui leur fait espérer de mener la guerre sainte internationale, seraient déçues par ce que leurs chefs leur demandent de faire»* (32).

Il est à noter qu'après un an de sa constitution, les actions violentes d'AQMI allant s'activer. En effet, en janvier 2008, les autorités françaises font état de nombreuses menaces proférées sur le site salafiste al-Ekhllass, bien connu pour être un lieu de diffusion de communiqués, de vidéos et de messages sonores, utilisé par Al-Qaeda, par AQMI, par les groupes islamistes radicaux d'Irak, de Somalie et d'Afghanistan, mais aussi par toute une nébuleuse de farfelus et de fanatiques (33).

Le 22 février 2008, un groupe lié à l'organisation terroriste enlève deux touristes autrichiens, Andrea Kloiber (44 ans) et Wolfgang Ebner (51 ans) et les transfère en territoire algérien, dans une zone montagneuse (34).

Le 15 mars, ils sont localisés au nord du Mali à 150 km de Kidal (35). Il s'agit de la première opération menée par le chef algérien Abdelhamid Abou Zaïd qui exige le versement d'une rançon et la libération de militants islamistes emprisonnés en Algérie et en Tunisie, dont l'ancien chef du GSPC, Amar Saïfi (36), instigateur en 2003 de l'enlèvement dans le sud algérien d'un groupe de trente-deux touristes européens (37).

L'année 2009 est marquée par une recrudescence d'enlèvements de ressortissants occidentaux contre le paiement de rançons. En janvier 2009, AQMI enlève quatre touristes britanniques au Mali, puis en libère deux assez rapidement. Et dans la zone frontalière entre le Niger et le Mali, le groupe a enlevé, le 22 janvier 2009, quatre touristes européens (un couple suisse, une Allemande et un Britannique) (38).

Le 5 mai 2009, le journal Euroinvestor révèle la préparation d'une opération de grande envergure de quatre Etats riverains du Sahara pour traquer et neutraliser les combattants d'Al-Qaeda.

L'Algérie, le Mali, le Niger et la Mauritanie veulent empêcher l'implantation des islamistes dans la zone saharienne et les combattre avant qu'ils ne deviennent une réelle menace (39). L'opération décrite comme « imminente » est toutefois reportée (40).

Le 16 juin 2009, l'armée malienne attaque et détruit une base de la branche maghrébine d'Al-Qaeda au Nord du pays, dans la localité de Garn-Akassa, près de la frontière algérienne (41).

L'offensive intervient deux semaines après l'annonce d'une « lutte sans merci » contre « tous les groupes terroristes » de la zone sahélo-saharienne, décrétée par un responsable au ministère de l'Intérieur malien (42). A ce propos, les militaires maliens annoncent l'élimination de 26 terroristes dont certains corps ont été retrouvés hâtivement enterrés par les survivants dans une fosse commune (43).

Le 30 juin 2009, le dirigeant d'Al-Qaeda au Maghreb islamique Abou Moussab Abdoul Wadoud déclare : «*Hier c'était le hijab et aujourd'hui, c'est le niqab. Nous nous vengerons de la France et de ses intérêts par tous les moyens à notre disposition, pour l'honneur de nos filles et de nos sœurs* » (44). Cette déclaration a été faite en réactions aux propos de N. Sarkozy la *burqaa* (45).

L'année 2010, comme l'an dernier, demeure marquée par plusieurs actes de violence : prise d'otages, attaques terroristes et menaces d'attaques, affirmant que les actes de violences, en tant que «mouvance», constituent un phénomène qui s'est enraciné dans les

Par ailleurs, le Sahel est potentiellement livré à des forces anarchiques. Par exemple, la crise politique du Niger, résultant de la volonté des élites dirigeantes de rester au pouvoir, témoigne d'un déficit de démocratie propice à la déstabilisation interne des Etats sahéliens, la relative maturité politique se retrouvant brisée et bridée par les ambitions propres à un clan. Cet état de fait a abouti à sa destitution par un coup d'Etat le 18 février 2010 conduit par l'armée (de jeunes soldats et non la haute hiérarchie militaire).

Cela nous fait dire que la région du Sahel est difficilement maîtrisable du fait de ses caractéristiques humaines également. Dans cette bande aride, où le désert poursuit sa course inexorable, l'élevage (dromadaires, chèvres et bœufs dans le «Sahel des nomades») et la frugale agriculture (mil et arachide dans «le Sahel des sédentaires») ne constituent plus, depuis bien longtemps, une source de revenu suffisante et stable pour les populations. Des populations miséreuses, majoritairement nomades, qui ont eu la malencontreuse idée de naître sur ce sol ingrat, terre de famine et mouvoir de tous les espoirs.

Notes et références :

- (1) Mills. G., « *Africa's new strategic significance* », in *Washington Quarterly*, volume 22, n°4, autumn, 2004, p.166.
- (2) Dempsey. T., « *Counterterrorism in African Failed States: Challenges and potential solution* », Strategic Studies Institute of the US Army War College, 2006, p.12.
- (3) Lévine. D., « *Etat défailants et le terrorisme* », le Comité 6 de la 57ème session nationale de l'IHEDN, Institut des Hautes Etudes de Défense Nationale, p.4, consulté sur le site : www.ihedn.fr.
- (4) Stewart. P., « *Weak States and Global Threats: Fact or Fiction?* », *Washington Quarterly*, Volume 29, n° 2, 2006, p. 45.
- (5) OCDE, *Les approches à l'échelle de l'ensemble de l'administration pour les États fragiles*, 2006, p. 13. Disponible sur le site : www.oecd.org
- (6) Le terme « État défailant » provient de la littérature du développement, et qu'il aurait été utilisé en relations internationales pour la première fois par Gerald B. Helman et Steven R. Ratner dans le numéro de l'hiver 1993 du magazine *Foreign Policy*.
- (7) Ana. S., Tucker. D., « *The Misleading Problem of Failed States : a « Socio-Geography » of Terrorism in the post-9/11 Era* », *Third World Quarterly*, vol. 28, no 2, 2007, pp. 387-401.
- (8) L'index est publié par le magazine *Foreign Policy* et élaboré conjointement avec le Fund for Peace. Voir le site : www.fundforpeace.org. Cet index cherche à évaluer le niveau de défaillance des États grâce à douze indicateurs appartenant à trois catégories : sociale, économique et politique.
- (9) Leboeuf. A., Antil. A., « *États fragiles et terrorisme, un lien ambigu* », Châtaignier. J-M et Magro. H (dir.), *États et sociétés fragiles : Entre conflits, reconstruction et développement*, Paris, Karthala, 2007, pp. 65-107.
- (10) Stewart. P., *Weak States and Global Threats : Assessing Evidence of Spillovers*, Working Paper n° 73, Center for Global Development, 2006. Consulter le site : www.cgdev.org.
- (11) Menkhaus. K., « *Quasi- States, Nation-Building, and Terrorist Safe Havens* », *The Journal of Conflict Studies*, vol. 22, no 2, automne 2003, p. 12.
- (12) Leboeuf. A., Antil. A., « *États fragiles et terrorisme...* op. cit., pp. 70-88. Il existe aussi plusieurs projets cherchant à identifier les sources d'instabilité politique et à prévenir les conflits et le terrorisme, par exemple le Political Instability Task Force (University of Maryland) et le Country Indicators for Foreign Policy (Carleton University), ainsi que le FAST (Early Recognition of Tension and Fact Finding) de la Swiss Peace Foundation.
- (13) Rodier. A., *L'infiltration d'Al-Qaida en Afrique*, Centre français de Recherche sur le Renseignement (CFRR), juin 2004.
- (14) Rodier. A., *Chasse aux djihadiste d'Al-Qaida*, Centre français de Recherche sur le Renseignement (CFRR), avril 2005.
- (15) Rodier. A., *Stratégie d'Al-Qaida à l'horizon 2006*, Centre français de Recherche sur le Renseignement (CFRR), janvier 2006.
- (16) Rodier. A., *L'infiltration d'Al-Qaida ...*, op. cit.
- (17) *Idem*.
- (18) Le groupe été fondé en 1998 par Hassan Hattab. Le GSPC est une organisation islamique armée d'Algérie. Elle est placée sur la liste officielle des organisations terroristes du Canada, du Royaume-Uni et des Etats-Unis d'Amérique. Créé sur le refus de la politique de terre brûlée des GIA, le GSPC se limite aux symboles du pouvoir, mais pratique également le racket et la contrebande pour se financer. Pour ce sujet, voir Raufer. X (directeur), *Atlas de l'Islam radical*, Paris , CNRS éditions, 2007 ; Rodier. A., *Pourquoi la France est menacée par le GSPC ?*, Centre Français de Recherche sur le Renseignement (CFRR), décembre 2006 ; Rivoire. J-B., Mellah. S., *Enquête sur l'étrange « Ben Laden du Sahara »*, *Le Monde Diplomatique*, février 2005 ; Guidère. M., *Une filiale algérienne pour Al-Qaida*, *Le Monde Diplomatique*, novembre 2006 ; Guidère. M., « *La tentation internationale d'Al-Qaïda* », *Focus stratégique*, Paris, Ifri, décembre 2008.
- (19) C'est l'algérien Hassan Hattab. Il démissionne du GSPC en 2004 pour se remplacer par son second Nabil Sahraoui. Il renonce à la lutte armée officiellement et se joint à la politique de réconciliation nationale d'Abdelaziz Bouteflika et il se rend le 22 septembre 2007 aux autorités algériennes. Lire, Davet. G., Smolar. P., *Enquête : Les maquis algériens inquiètent la France ?*, *Le Monde*, 13 novembre 2006.
- (20) Rivoire. JP., Mellah. S., *Enquête sur l'étrange « Ben Laden du Sahara »*, *Le Monde Diplomatique*, février 2005.
- (21) *Idem*.
- (22) Le Groupe islamique armée (GIA) est considéré depuis 1998 comme en totale perte de vitesse, les 27 000 activistes qu'il comptait dans l'année 1995 s'étant réduits à quelques centaines de combattants. En 1992, le Front islamique du salut (FIS) remporte le premier tour des élections législatives en Algérie, mais le gouvernement annule ce résultat. Depuis, le GIA (considéré la branche armée du FIS) se lance dans une lutte armée, ses activités se caractérisent par la violence, les attentats et par une position intransigeante exprimée dans sa devise « Pas de dialogue, Pas de réconciliation,

Pas de trêve ». Pour un détail sur la guerre civile et ses causes voir, entre autres, Aggoun. L., Rivoire. J-B, *Françalgérie crimes et mensonges d'états*, Paris, La Découverte, 2003. Le GIA est aujourd'hui largement « marginalisé » suite aux initiatives d'amnistie générale du président Abdelaziz Bouteflika après les années 2000, qui a permis à des milliers de combattants de retrouver une vie normale. Quant à l'armée, elle affirme avoir pratiquement anéanti l'organisation. A ce sujet, voir, Souaïdia. H, *Le procès de La sale guerre*, Paris, La Découverte, Cahiers libres, 2002.

(23) Rodier. A., *Pourquoi la France est menacée par le GSPC ?*, Centre Français de Recherche sur le Renseignement (CFRR), décembre 2006.

(24) Rodier. A., *L'infiltration d'Al-Qaida ...*, op. cit.

(25) Dit groupe MBM.

(26) Rodier. A., *L'infiltration d'Al-Qaida ...*, op. cit.

(27) Ce changement non seulement de nomination, mais fondamentalement d'action, aurait obtenu l'approbation d' Oussama Ben Laden. Voir, Agence France-Presse, « *Un groupe allié d'Al-Qaeda annonce changer de nom sur « ordre de ben Laden* », janvier 2007.

(28) Guidère. M., « *La tentation internationale d'Al-Qaïda* », in Focus stratégique, Paris, IFRI décembre 2008, p. 24.

(29) Rodier. A., *L'infiltration d'Al-Qaida ...*, op. cit.

(30) Rodier. A., *Le Sahel terrain de jeu d'Al-Qaïda au Maghreb Islamique* Centre français de Recherche sur le Renseignement (CFRR), Note d'actualité n°, mai 2009.

(31) *Idem*.

(32) Rodier. A., *Al-Qaïda au Maghreb Islamique à l'automne 2007*, Centre Français de Recherche sur le Renseignement (CFRR), octobre, 2007.

(33) Le Figaro, *Menaces islamistes : la DST sur le qui-vive*, du 11 janvier 2008.

(34) Selon Le Monde, 28 avril 2009, p 8.

(35) *Idem*.

(36) Abderazak el Para, de son vrai nom Amari Saïfi, également surnommé Abou Haydara, est né le 23 avril 1966 à Guelma en Algérie. Il est un leader du Groupe salafiste pour la prédication et le combat (GSPC). Pour plus de détail voir, entre autres, « *El Para* », *le chef salafiste capturé dont personne ne veut* Jean-Philippe Rémy, Le Monde du 26 mai 2004 ; « *El Para* » *sera jugé par contumace* M. Abi, Le Jour d'Algérie, 1 avril 2007.

(37) D'après Jeune Afrique, 27 avril 2007.

(38) Le Figaro, 24 janvier 2008.

(39) Consulter : « *Opération imminente de quatre États sahariens contre Al Qaïda* », (archive), Euroinvestor, 5 mai 2009.

(40) Voir : « *Sahel countries suspend huge military attack against Al-Qaeda for 2 weeks* » (archive), El Khabar, 11 mai 2009.

(41) Selon *Le Point*, 16 juin 2009.

(42) *Idem*.

(43) « *Repère d'islamistes attaqué* », (archive), Radio-Canada, 18 juin 2009.

(44) Selon Le Monde, 30 juin 2009, p 6.

(45) A partir des propos de l'Agence France-Presse, juin 2009.

* * *

*